



Enseignants, fonctionnaires, travailleurs du secteur privé: Nous sommes tous des Air France !

La première des violences est de briser des vies en privant des hommes et des femmes de leur moyen d'assurer, dans la dignité, leur existence. Patronat, gouvernement et médias s'insurgent contre les salariés d'Air France pour une chemise déchirée, pointant du doigt les victimes et occultant les bourreaux. Car que sont quelques bouts de tissus arrachés face à l'avenir de milliers de travailleurs et leur famille ?

La violence n'est pas à rechercher du côté des salariés mais du côté des patrons licenciés et créateurs de misère, responsables du chômage et de la paupérisation des travailleurs.

Les vagues successives de plans sociaux comme à Air France et autres mesures gouvernementales qui frappent les travailleurs et remettent en cause les conquises des luttes passées, démontrent toute l'illusion du « dialogue social » qui ne sert qu'à endormir et faire approuver la casse sociale par les salariés. Qu'on ne s'étonne pas dès lors qu'il y ait de vives réactions de colère.

Les salariés de l'Éducation nationale sont confrontés aux mêmes diktats et aux mêmes plans de restructuration que les salariés des entreprises privées. Les licenciements à Air France sont la conséquence de la libéralisation du secteur des transports, de sa dérégulation.

L'Éducation Nationale est confrontée à ces mêmes logiques austéritaires : externalisation d'une partie du temps d'école aux communes avec la réforme des rythmes dans le 1er degré, autonomisation et concurrence entre établissements dans le second degré, augmentation des charges de travail des personnels, à effectifs contraints. Du privé ou du public, tous les travailleurs sont confrontés aux mêmes affres patronales et gouvernementales qui induisent des luttes similaires ne demandant qu'à converger.

Dans le contexte actuel, aucune lutte ne doit rester isolée. Dans le contexte actuel, aucune lutte ne peut être taxée de corporatisme.

Enseignants, fonctionnaires, travailleurs du secteur privé : nous sommes tous des Air France !

Aussi la CGT Educ'Action n'accepte pas que des travailleurs soient désignés et traités comme des criminels quand dans le même temps des patrons et autres DRH ont entre leurs mains la vie de milliers de familles. Rien ne pourra nous détourner de la nécessaire solidarité de classe.

Le 8 octobre 2015